

Extension d'un cabinet médical pour la Commune
de
Courcelles-sur-Seine

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES



PA La Chartreuse – 3 rue Antoine De Lavoisier
B.P. 21
27940 AUBEVOYE

Tél : 02 32 51 76 03
Fax : 02 32 51 67 94
Mail : contact@space15.fr
Site : space15.fr

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES

ET

PRESCRIPTIONS COMMUNES

Sommaire

CHAPITRE 0 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
0. 1 - Généralités.....	4
0. 2 - Les intervenants	4
0. 3 - Lots.....	5
0. 4 - Procédure de passation	5
0. 5 - Caractère forfaitaire du marché.....	5
CHAPITRE 1 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ - ORDRE DE PRIORITÉ	6
1. 1 - Pièces particulières.....	6
1. 2 - Pièces générales	6
1. 3 - Ordre de préséance	7
CHAPITRE 2 : PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	7
2. 1 - Contenu des prix.....	7
2. 1.1 - Travaux modificatifs - Nouveaux prix.....	7
2. 2 - Modalités de règlement des comptes du marché	8
2. 2.1 - Retenue de garantie	9
2. 2.2 - Avance	10
2. 3 - Variation des prix.....	10
2. 3.1 - Actualisation des prix	10
2. 3.2 - Révision des prix.....	11
CHAPITRE 3 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	11
3. 1 - Délais d'exécution et de préparation.....	11
3. 1.1 - Délais d'exécution.....	11
3. 1.2 - Période de préparation.....	12
3. 2 - Prolongation du délai d'exécution	13
3. 3 - Pénalités.....	13
3. 3.1 - Pénalités pour retard en cours d'exécution des travaux	13
3. 3.2 - Pénalités pour retard dans la remise des documents	13
3. 3.3 - Pénalités pour retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier	13
3. 3.4 - Pénalités pour absence et retard aux rendez-vous de chantier ou de coordination	
SPS 13	
3. 3.5 - Pénalités pour l'utilisation du téléphone dans une réunion	14
3. 3.6 - Pénalités pour absence à une réception de chantier ou bien à la levée des réserves.....	14
3. 3.7 - Pénalités concernant les situations	14
3. 3.8 - Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène et de sécurité.....	14
3. 3.9 - Pénalités en fin d'exécution	14
3. 3.10 - Pénalités pour non levée de réserves	14
3. 3.11 - Liquidation du compte de pénalités	15
3. 3.12 - Pénalités pour manque d'effectifs	15
3. 3.13 - Pénalités du fait de l'entreprise prolongeant la mission la Maîtrise d'œuvre	15
3. 4 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	15
3. 5 - Pénalité pour travail dissimulé.....	15
CHAPITRE 4 : EXÉCUTION DES TRAVAUX - CONTRÔLE - RÉCEPTION	15
4. 1 - Etudes d'exécution	15
4. 2 - Mesures d'ordre social.....	16
4. 3 - Conditions générales d'exécution des travaux	16

4. 3.1 - Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents aux travaux	16
4. 3.2 - Conditions spéciales de travail	16
4. 3.3 - Sujétions dues à d'autres travaux	17
4. 3.4 - Sujétions diverses.....	17
4. 4 - Conditions particulières d'exécution	18
4. 4.1 - Charges de l'entrepreneur - organisation du chantier	18
4. 4.2 - Documents d'exécution et de chantier	18
4. 4.3 - Obligations des entreprises	18
4. 4.4 - Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire	19
4. 5 - Propreté du chantier	19
4. 6 - Marché des travaux	19
4. 7 - Rendez-vous de chantier et de coordination S.P.S.....	19
4. 8 - Contrôle.....	20
4. 8.1 - Qualité, façon et mise en œuvre des matériaux ou ensemble.....	20
4. 8.2 - Contrôle et essais de matériaux.....	20
4. 8.3 - Contrôle en usine.....	21
4. 8.4 - Matériaux refusés.....	21
4. 8.5 - Contrôle des travaux	21
4. 9 - Réception - délai de garantie.....	21
4. 9.1 - Réception	21
4. 9.2 - Délai de garantie.....	22
4. 10 - Assurance et dispositions diverses	22
4. 10.1 - Assurance.....	22
4. 10.2 - Contrôle technique.....	22
4. 10.3 - Qualifications professionnelles.....	23
4. 10.4 - Cotisations sociales	23
4. 11 - Dossier des ouvrages exécutés	23
CHAPITRE 5 : INSTALLATIONS ET DEPENSES COMMUNES	23
5. 1 - Installations de chantier.....	24
5. 1.1 - Plans d'installation de chantier	24
5. 1.2 - Installation	24
5. 2 - Dépenses communes de chantier	25
5. 3 - Etats des lieux.....	26
CHAPITRE 6 : COORDINATION DES TRAVAUX.....	26
6. 1 - Plans d'exécution des ouvrages (PEO)	26
6. 2 - Plans d'atelier et de chantier (PAC)	26
6. 3 - Coordination entre les entreprises	26
6. 3.1 - Coordination S.P.S.....	26
6. 3.2 - Organisation collective - police de chantier - relation entre les diverses entreprises - compte prorata.....	27
6. 3.3 - Planning de livraison	27
6. 3.4 - Suivi du calendrier d'exécution.....	27
CHAPITRE 7 : RESILIATION DU MARCHE	27
7. 1 - Conditions de résiliation.....	27
7. 2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	28
CHAPITRE 8 : DEROGATIONS	28

CHAPITRE 0 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

0.1 - Généralités

Le marché concerne les travaux **d'aménagement et l'extension d'un cabinet médical existant**, tous corps d'état traités séparément, pour la Commune de Courcelles-sur-Seine (27940). Il s'agit d'un **ERP de Type U, 5ème catégorie**.

Les entreprises doivent prendre en compte dans le chiffrage la réalisation des travaux sur un site occupé. En effet, le cabinet médical restera ouvert durant les travaux. Les travaux dans la partie existante ne pourront commencer avant la réalisation de l'extension. Les locaux existants seront démolis après la réalisation de l'extension et seulement après le déménagement des équipes dans les nouveaux locaux de l'extension.

Les travaux à réaliser sont :

- Démolition des aménagements existants intérieurs et extérieurs
- Construction de l'extension
- Construction des voies d'accès et des places de parking
- Aménagements de l'extension et de l'existant
- Appareillage et alimentation de l'extension et de l'existant

Lieu d'exécution des travaux : **2 rue du Château d'Eau – 27940 Courcelles-sur-Seine**

Les entrepreneurs sont réputés, par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux
- Avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

Dans tous les articles du présent C.C.A.P, le maître d'ouvrage est ci-après désigné "le Maître de l'ouvrage ou Maître d'ouvrage", l'entreprise est désignée par l'appellation "l'entreprise ou le titulaire" et son représentant légal par l'appellation "l'entrepreneur".

0.2 - Les intervenants

Maître d'ouvrage :

Commune de Courcelles-sur-Seine
Place de la mairie – 27940 Courcelles-sur-Seine
Tél : 02 32 53 05 14
Mail : mairie.courcelles@wanadoo.fr

Architecte :

PHOSPHORIS D&A
4 Place Louis Armand – 75012 PARIS
Tél : 02 32 51 76 03
Mail : contact@space15.fr

Maîtrise d'œuvre :

SPACE 15
3 rue de Lavoisier – BP21 – 27940 AUBEVOYE

Tél : 02 32 51 76 03
Mail : contact@space15.fr

Bureau de contrôle :

QUALICONSULT
AGENCE D'EVREUX
Allée des Brelandes
27400 Heudebouville
Tel : 02 36 58 10 00

Coordination sécurité et protection de la santé :

QUALICONSULT
AGENCE D'EVREUX
Allée des Brelandes
27400 Heudebouville
Tel : 02 36 58 10 00

0.3 - Lots

Les travaux sont répartis en 10 lots définis ainsi :

Lot N°	Désignation
1	VRD
2	Gros Œuvre – Démolition
3	Charpente
4	Couverture - Etanchéité
5	Menuiseries extérieures
6	Menuiseries bois – Cloisons – Doublages – Plafonds
7	Plomberie - CVC
8	Peinture
9	Electricité – Alarme incendie
10	Carrelage - Faïence

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots mais pas à tous les lots.

Pour chacun des lots, il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

0.4 - Procédure de passation

Procédure Adaptée (MAPA) (art. L 2123-1 et R 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

0.5 - Caractère forfaitaire du marché

Les travaux faisant l'objet des marchés seront réglés par un prix global et forfaitaire.

L'entrepreneur est réputé avoir veillé, lors de son étude, à la cohérence des pièces techniques intéressant son lot et est tenu de signaler pendant l'étude du prix toute erreur, omission ou incohérence éventuelle.

Il ne pourra faire état de telles erreurs, omissions ou incohérences entre plusieurs lots dans les documents du marché pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art, après avoir été désigné comme adjudicataire.

Il est réputé avoir inclus dans son offre de prix la totalité des travaux, ouvrages et équipements nécessaires à la bonne mise en œuvre et au bon fonctionnement des installations prévues, dans le respect des règlements et des normes.

Les erreurs relevées en cours d'exécution sur les quantités et les prix figurant sur ces documents ne pourront conduire en aucun cas, à une modification du prix global.

Les travaux ayant fait l'objet d'attachements acceptés ne pourront faire l'objet d'une modification du prix global et forfaitaire figurant au marché que s'ils revêtent la forme d'un avenant à ce marché.

CHAPITRE 1 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ - ORDRE DE PRIORITÉ

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes :

1. 1 - Pièces particulières

- L'acte d'engagement
- DC1, DC2 (ou DUME)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Cahiers de Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) pour les différents lots,
- Devis descriptif détaillé de l'entreprise
- Calendrier prévisionnel des travaux,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Plans établis par le Maître d'Œuvre suivant la liste des plans du D.C.E, étant entendu que l'ensemble de ces plans est valable pour tous les lots, quelle que soit la désignation du titre du document graphique,
- Plan général de coordination (PGC) établi par le Coordonnateur SPS,
- Rapport initial du bureau de contrôle,
- Rapport de sol

NOTA : il est formellement spécifié que les erreurs ou omissions relevées dans DPGF, postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, ne pourront en aucun cas conduire à une modification du prix global offert, qui est seul forfaitaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus. Cette préséance ne peut en aucun cas avoir pour effet la non- exécution d'ouvrages manifestement nécessaires.

1. 2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de réalisation des offres. Ces documents qui ne sont pas joints matériellement au marché, ni signés par les parties, sont réputés comme parfaitement connus d'elles.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de travaux,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicable aux marchés publics de travaux,
- Le Cahier des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U) CSTB

- L'ensemble des normes françaises dans leur édition en vigueur à la date de consultation et ACERMI, UEATC,
- Le Répertoire des Ensembles et Eléments Fabriqués du bâtiment (R.E.E.F).
- Le code de la construction et de l'habitation et les arrêtés d'application ainsi que tous textes les modifiant.
- L'ensemble de la réglementation concernant les établissements ERP de type L toutes catégories confondues.
- L'ensemble de la circulaire interministérielle n°DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité (PMR).
- L'ensemble de la réglementation APSAD.

1.3 - Ordre de préséance

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées à l'article 1.1.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plus complets auront la priorité et à défaut les plans dressés à la plus grande échelle.

Dans le cas où des prescriptions ne figureraient pas aux plans et seraient décrites au devis descriptif et inversement, l'entrepreneur sera tenu d'exécuter les travaux mentionnés dans le document le plus complet. Dans le cas de non concordance entre deux ou plusieurs plans ou documents, l'appréciation en revient à l'autorité du Maître d'œuvre qui informera tous les corps d'état.

CHAPITRE 2 : PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

2.1 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du marché sont hors T.V.A. Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux normalement prévisibles et résultant notamment :

- En tenant compte des diverses sujétions d'exécution exposées au C.C.T.P des différents lots du marché, au CCTP- TCE et au P.G.C.
- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics
- De phénomènes naturels
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages
- Des frais des dépenses communes

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- Par un prix global forfaitaire

A la première demande du maitre de l'ouvrage ou du maitre d'œuvre, l'entreprise fournira les sous-détails de prix unitaires.

2.1.1 - Travaux modificatifs - Nouveaux prix

Les travaux supplémentaires ou en moins seront réglés en faisant application des prix figurants dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou à défaut de ceux convenus par les parties sur la base d'un devis de l'entreprise.

Ces procédures s'appliqueront sur simple ordre de service du maître d'ouvrage, tant que les dépenses resteront à l'intérieur d'une marge de + ou - 5% du montant du marché éventuellement augmenté des avenants approuvés. Au-delà de cette marge, il sera passé un avenant.

Sauf procédure d'urgence dûment signalée, l'entrepreneur ne devra commencer aucun travail supplémentaire sans être en possession de l'ordre de service correspondant du Maître d'œuvre contresigné du maître d'ouvrage si minime que soit la dépense, faute de quoi le maître d'ouvrage sera en droit de refuser le paiement des prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

2. 2 - Modalités de règlement des comptes du marché

Les décomptes seront présentés mensuellement et remis au pouvoir adjudicateur avant la fin de chaque mois, faisant ressortir les quantités des prestations réalisées depuis le début du marché, arrêtées à la fin du mois précédent.

Les délais de mandatement des acomptes et du solde sont fixés à 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les situations seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les demandes de paiement devront parvenir sous forme dématérialisée par CHORUS PRO.

Décompte de paiement final – Solde :

Après achèvement des travaux, le titulaire dresse le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est remis au Maître d'ouvrage dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Pour le paiement du solde des marchés de travaux, le délai de paiement court à compter de la date de réception par le maître de l'ouvrage du décompte général et définitif établi dans les conditions fixées par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date

de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Paiement des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article 14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs (article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 abrogé par l'article 14 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

Paiement direct des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

2. 2.1 - Retenue de garantie

En application des articles R 2191-32 et suivants du code de la commande publique, il est prélevé une retenue de garantie fixée à 5 % du montant du marché initial, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie est appliquée sur chaque acompte et prélevé par l'acheteur public.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement.

Elle est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

2. 2.2 - Avance

Pour chaque lot, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le cas échéant, cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

NOTA : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

2. 3 - Variation des prix

2. 3.1 - Actualisation des prix

Les prix sont réputés fermes.

Ils seront actualisés si **un délai supérieur à 3 mois** s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

L'actualisation se fait sur la base de l'index BT 01

La formule qui en résulte est la suivante :

$$P_a = P_0 \times \left(\frac{I_{m-3}}{I_0} \right)$$

P_a = prix actualisé

P_0 = prix initial du marché

I_0 = valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix (mai 2021)

I_{m-3} = valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux

2. 3.2 - Révision des prix

Il n'est pas prévu de révision des prix au présent marché de travaux.

CHAPITRE 3 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

3. 1 - Délais d'exécution et de préparation

3. 1.1 - Délais d'exécution

- a) Les délais contractuels sont ceux qui figurent dans les marchés et qui sont représentés dans le calendrier général.
Après consultation des Entrepreneurs, le Maître d'œuvre établira selon nécessité un calendrier détaillé d'exécution pour tous les lots, dans le cadre des délais contractuels prévus dans le calendrier général.
Chaque entrepreneur s'engage à respecter ce calendrier, approuvé par le Maître de l'ouvrage, signé par les entreprises et partant de la date fixée par l'ordre de service de démarrage du chantier et qui revient de ce fait le calendrier d'exécution contractuel.
C'est ce calendrier d'exécution qui servira à déterminer les pénalités prévues à l'article 3.3. du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, à l'exclusion de tous calendriers éventuels ultérieurs de rattrapage.
Chaque entreprise doit respecter, non seulement le délai global prévu par le calendrier général pour l'exécution de ses travaux, mais également les délais partiels indiqués dans le calendrier d'exécution pour chaque phase de travaux, en particulier pour la prise de possession du chantier.
- b) Chaque entrepreneur devra assurer directement, avec les autres entreprises intéressées, la coordination de ses propres travaux. Au cas où ses travaux seraient retardés par un autre corps d'état, il devra faire auprès du Maître d'œuvre, par lettre recommandée, état des réserves qui lui paraissent opportunes.

L'absence, le retrait, la réduction ou l'insuffisance non motivés et non justifiés du personnel de chantier nécessaire pour l'exécution, la continuité ou l'achèvement d'une tâche indispensable à l'enchaînement de l'ensemble des travaux de tous les corps d'état prévus par le calendrier d'exécution, seront sanctionnés, tant par les retenues de pénalités provisoires que par l'application des pénalités définitives ci-après stipulées à l'article 3.3.

- c) Pendant la période d'exécution des travaux, les délais contractuels ne pourront être prolongés que de la durée des intempéries et des périodes de congés légaux, si celles-ci ne sont pas expressément figurées sur le calendrier d'exécution.

Le Maître d'Œuvre devant être en mesure de délivrer au Maître de l'ouvrage les attestations précisant le nombre d'heures et de jours d'intempéries effectivement subies par les entreprises, chacune d'elles devra les signaler au Maître d'œuvre qui les certifiera comme ayant effectivement interrompu le déroulement normal des travaux.

- d) Si, en cas de retard dans l'exécution des travaux, le Maître d'Œuvre est contraint d'établir un nouveau calendrier, les frais correspondants seront à la charge des entreprises responsables, étant rappelé que les pénalités de retard resteront calculées à partir du calendrier d'exécution contractuel.
- e) Les travaux modificatifs ou complémentaires éventuels demandés par le Maître d'œuvre et le Maître de l'ouvrage sont compris dans le cadre du délai contractuel, sauf disposition particulière.
- f) L'entreprise n'aura droit à aucune indemnité dans le cas où le Maître de l'ouvrage différerait ou ralentirait la réalisation d'une partie du programme, même en cas de location d'engins spéciaux par les entreprises.

Le délai global d'exécution du marché est fixé **9 mois compris période de préparation**. Le mois « zéro » servant de base de référence au planning des travaux sera confirmé par l'ordre de service diffusé. Chaque entrepreneur est tenu d'exécuter ses propres travaux dans les délais partiels portés sur le calendrier d'exécution du délai contractuel global. Il sera délivré un ordre de service général pour toutes les entreprises leur notifiant l'ouverture du chantier par le Maître de l'ouvrage.

3. 1.2 - Période de préparation

Par dérogation aux articles 19.1.1 et 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation d'une durée **de 2 semaines** compris dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la date indiquée sur l'ordre de service diffusée.

Pour chaque lot, les études d'exécution des travaux sont réalisées par le titulaire. Le Maître d'œuvre procèdera au VISA.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire et plus généralement toutes les missions suivantes (liste non exhaustive) :

- Les notes de calcul des différents ouvrages ;
- Les plans structures
- Les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques;
- Les plans de réseaux de courants forts ;
- Les plans de réseaux de courants faibles ;
- Les plans des installations sanitaires ;
- Les plans des installations de chauffage et de ventilation ;
- Les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques appareils, matériels et matériaux utilisés) ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien de ces mêmes matériels, installations soumises au contrôle technique ;
- Les attestations AQC;
- Le PPSPS

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de

protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 20 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

3. 2 - Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière

3. 3 - Pénalités

3. 3.1 - Pénalités pour retard en cours d'exécution des travaux

Le maintien du délai global d'exécution étant subordonné au respect des délais partiels figurant au calendrier d'exécution, le dépassement de ceux-ci, tant au stade de l'étude et de la préparation des travaux qu'à celui de l'exécution proprement dite, pourra entraîner la constitution d'une provision de pénalités par retenue sur les acomptes mensuels de travaux.

La constatation du retard sera effectuée chaque 25 du mois par comparaison entre l'avancement réel des travaux et l'avancement prévu au calendrier d'exécution. La retenue sera opérée sans mise en demeure préalable. La pénalité par jour calendaire de retard sera obtenue par application au montant toutes taxes comprises des travaux qui auraient dû être exécutés à la date où le retard aura été constaté du taux tel qu'il ressort du barème ci-dessous. **Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux**, tout retard entraînera une pénalité d'une valeur de **500 € H.T.** par jour calendaire, plafonné à 5 % du marché. Cette pénalité sera supportée par l'entreprise titulaire du marché, à charge pour elle d'en établir éventuellement la répartition sur les sous-traitants responsables.

Le Maître d'ouvrage se réserve toutefois la faculté de prendre toutes dispositions pour suppléer à la carence de l'entreprise.

3. 3.2 - Pénalités pour retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la fourniture des **PEO, PAC, échantillons, documents administratifs et techniques (PPSPS, note de calcul, remise de planning etc...)**, il sera appliqué une pénalité de **150,00 €** du montant des travaux traités par jour calendaire de retard.

3. 3.3 - Pénalités pour retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier

En cas de retard, il sera appliqué à partir du terme fixé, une pénalité d'un cinq millième (1/5000ème) du montant des travaux traités, par jour calendaire de retard, retenue sur les acomptes mensuels.

3. 3.4 - Pénalités pour absence et retard aux rendez-vous de chantier ou de coordination SPS

La présence d'un représentant ayant pouvoir d'engager l'entreprise, et donner les ordres nécessaires sur le chantier est obligatoire aux rendez-vous de chantier et de coordination SPS. En cas d'absence non excusée, une pénalité de **200,00 € HT** sera appliquée. Il en sera de même pour chaque représentant des entreprises sous-traitantes.

Une entreprise représentée par un agent n'ayant pas de pouvoir de décision sera considérée absente et pénalisée comme pour absence au rendez-vous de chantier.

Ces pénalités seront automatiquement déduites des règlements mensuels effectués par le Maître d'ouvrage, à présentation des décomptes mensuels par l'entreprise.

Tout retard répété supérieur à 30 minutes, aux rendez-vous de chantier, sera pénalisé de **130.00 € HT**.

3. 3.5 - Pénalités pour l'utilisation du téléphone dans une réunion

Pendant une réunion de chantier, une fois que les personnes sont assises et que la réunion commence, l'utilisation du téléphone portable est interdite. Une pénalité de 70,00 € HT sera appliquée à chaque fois qu'un téléphone sonnera et que la personne répondra. Cette clause est applicable aux rédactions de SMS ou courrier électronique.

3. 3.6 - Pénalités pour absence à une réception de chantier ou bien à la levée des réserves

Pour toute absence à une réception de chantier ou bien à la levée des réserves du chantier, une pénalité de **250,00 € HT** sera appliquée.

3. 3.7 - Pénalités concernant les situations

D'une façon générale, les situations ne seront visées et validées à 100% qu'à réception des DOE et des PV de levées des réserves signées.

3. 3.8 - Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Le maintien des règles d'hygiène et de sécurité étant subordonné au respect des demandes exprimées par le Coordonnateur S.P.S. soit dans le cadre du P.G.C., du P.P.S.P.S., du registre journal (R.J.) soit directement sur le chantier, tout manquement à ces demandes pourra faire l'objet de pénalités, notamment :

- Pénalité de 150,00 € HT pour refus d'obtempérer aux demandes du Coordonnateur S.P.S. dans les délais impartis,
- Pénalité de 300,00€ HT en cas de récidive.

En outre, les fautes renouvelées sciemment feront l'objet de mesures d'astreintes particulières (rupture de marché, mise en œuvre des installations faisant défaut aux frais exclusifs de l'entreprise défaillante, information aux organismes de sécurité CRAM, Inspection du Travail...) décidées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Maître d'ouvrage et le Coordonnateur S.P.S.

3. 3.9 - Pénalités en fin d'exécution

Au cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais fixés au calendrier d'exécution et sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date d'achèvement des travaux avec la date d'expiration du délai contractuel d'exécution, il sera appliqué une pénalité identique à celle visée à l'article 3.3.1 par jour calendaire de retard. Cette pénalité est acquise au Maître d'Ouvrage et ne sera pas restituée. Le montant de cette pénalité n'est pas plafonné.

3. 3.10 - Pénalités pour non levée de réserves

Suite à la réception "tous corps d'état", les entreprises auront un délai de quinze jours pour effectuer la levée des réserves.

Au cas où les réserves ne seraient pas levées dans le délai imparti, sur simple confrontation de la date d'expiration du délai accordé et la date d'achèvement des travaux, il sera appliqué une pénalité identique à celle visée à l'article 3.3.1 par jour calendaire de retard.

Cette pénalité est acquise au Maître d'ouvrage et ne sera pas restituée.

3.3.11 - Liquidation du compte de pénalités

Le présent article ne s'applique qu'aux pénalités visées aux articles 3.3.1, 3.3.2, 3.3.3, 3.3.4.

Le Maître d'œuvre liquidera le compte des pénalités à la fin des travaux.

Toutefois, si l'apurement du compte fait apparaître un excédent des acomptes provisionnels sur les pénalités imputables, cet excédent sera restitué à l'entreprise.

3.3.12 - Pénalités pour manque d'effectifs

Dans un délai de trois (3) jours après injonction verbale ou téléphonique de la Maîtrise d'œuvre précisant le renforcement de l'effectif à l'entrepreneur, il sera appliqué à partir du 4ème jour, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité d'un millième (1/1000ème) du montant du marché hors-taxes par jour calendaire et par ouvrier manquant, ce montant ne pouvant être inférieur à **150,00 € HT** par jour et par ouvrier.

3.3.13 - Pénalités du fait de l'entreprise prolongeant la mission la Maîtrise d'œuvre

Tout dépassement de la durée de l'exécution des travaux du fait de l'entrepreneur donne lieu au versement d'honoraires supplémentaires pour permettre au Maître d'œuvre de prolonger son temps de présence sur le chantier. Ces honoraires seront payés par le maître d'ouvrage et déduits de la facture définitive de l'entreprise.

3.4 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, une retenue sera opérée, sur les sommes dues à l'entrepreneur, à l'initiative du Maître d'œuvre. Le montant de cette retenue sera en rapport avec le préjudice occasionné. En outre ce retard suspendra le règlement définitif de l'entrepreneur par le Maître d'ouvrage.

3.5 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail, celui-ci encourt après mise en demeure, assortie d'un délai, restée infructueuse, une pénalité d'un montant égal à 10% du montant HT du marché, sans pouvoir excéder les montants des amendes prévus par les articles L 8224-1 et suivants du code du travail.

Après une seconde mise en demeure restée infructueuse, le marché sera résilié.

CHAPITRE 4 : EXÉCUTION DES TRAVAUX - CONTRÔLE - RÉCEPTION

4.1 - Etudes d'exécution

Pour chaque lot :

Les études d'exécution sont établies par les entrepreneurs, et seront soumises au VISA du Maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner aux entrepreneurs avec ses observations éventuelles, dans un délai de 8 jours à compter de leur réception.

Le VISA du Maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

Le titulaire devra réaliser les plans de chantier, d'après les recommandations du CCTP du marché.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Le titulaire admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, sera réalisé par ses soins.

4. 2 - Mesures d'ordre social

Les entreprises seront tenues d'appliquer la législation du travail en vigueur, telle qu'elle résulte des textes officiels, des conventions collectives, des usages locaux, notamment en ce qui concerne :

- L'embauche
- La durée et les conditions de travail
- Les salaires et avantages sociaux - la sécurité et l'hygiène - l'emploi d'agents étrangers.

Les entreprises ont la charge entière de toutes les dépenses de service médical (secours et indemnités dus aux employés victimes d'accidents survenus sur le chantier). En outre, elles devront à tout moment pouvoir justifier de la mise à jour de leurs cotisations auprès d'une caisse de congés payés, auprès de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales.

4. 3 - Conditions générales d'exécution des travaux

4. 3.1 - Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents aux travaux

Les entrepreneurs déclarent :

- Avoir pris pleinement connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec la réalisation des travaux,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,
- Avoir procédé à la visite détaillée du terrain et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venue d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau installation de chantier, éloignement de décharges publiques ou privées, etc.)
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offre, notamment celles données par les plans et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (D.D.E., services municipaux, services des eaux, PTT, EDF, etc.)
- Avoir réalisé des visites sur site avant de faire son offre

4. 3.2 - Conditions spéciales de travail

Il n'est pas accordé de supplément pour travaux dans l'eau, quelle que soit la provenance de celle-ci (précipitations atmosphériques, résurgences, etc.) dans les terres infectées, ni pour pompage, ni pour épuisement et travaux insalubres.

4. 3.3 - Sujétions dues à d'autres travaux

Les entrepreneurs ne peuvent se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par l'exécution simultanée de travaux à proximité et hors des limites de son chantier et non compris dans la réalisation de l'opération définie au présent CCAP.

4. 3.4 - Sujétions diverses

Accès et circulation sur le chantier

Tous les moyens d'accès et de circulation établis sur le chantier par les entrepreneurs pour les besoins de leur chantier, peuvent être utilisés gratuitement tant par le Maître d'ouvrage pour la circulation de ses préposés, que par des tierces entreprises travaillant pour le Maître d'ouvrage sur le chantier, sous réserve de ne pas apporter d'entrave à la marche normale des travaux des entreprises.

Usage de matériel et d'installations par d'autres entreprises

Le soin et l'entretien du matériel et des installations de chaque entrepreneur lui incombent, même au cas où ils seraient utilisés par d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers s'il y a lieu.

L'usage, par les différents corps d'état, des échafaudages, des grues et tout autre engin de levage de l'entrepreneur du gros œuvre pendant la durée de ses travaux, est réglé par les entreprises titulaires du marché.

Maintien en état d'exploitation d'éléments de domaine public

Les charges prévues au C.C.A.G. comprennent celles rendues nécessaires pour le maintien en fonctionnement pendant l'exécution des travaux de tous ouvrages ou installations du domaine public intéressés par ceux-ci (tels que réseau d'eau, égouts, électricité, téléphone, trottoirs, voiries) et la remise en état des ouvrages ou installations en fin de travaux.

4. 3.4.1 - Plan général de Coordination d'hygiène et de sécurité

Le P.G.C. établi par le Coordonnateur sera mis à jour après fourniture par chacune des entreprises et des sous-traitants éventuels du P.P.S.P.S. dans les délais impartis. Ce document mis à jour sera scrupuleusement respecté par chaque entreprise lors des interventions.

4. 3.4.2 - Implantation

L'implantation des ouvrages sera réalisée sous contrôle d'un géomètre agréé dont les honoraires sont à la charge des entreprises du lot gros-œuvre.

4. 3.4.3 - Échantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir pendant la période de préparation tous les échantillons d'appareillage et de prototype qui lui seraient demandés par le Maître d'œuvre. Le Maître d'œuvre sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier. Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, avant l'acceptation de l'échantillon correspondant.

Éléments - modèles à mettre en place

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le Maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de modèle.

4. 4 - Conditions particulières d'exécution

4. 4.1 - Charges de l'entrepreneur - organisation du chantier

A part la mise à sa disposition du terrain affecté à l'opération et l'obtention du permis de construire, tous les frais et diligences nécessaires à l'exécution des travaux incombent à l'entreprise, même s'ils ne sont pas explicitement énumérés.

L'entreprise est chargée d'en assurer la répartition entre les différentes entreprises, compte tenu des conventions passées entre ces dernières.

La fourniture des matériaux comprend les frais d'extraction si les entreprises extraient elles-mêmes. Leur incombent également toutes les demandes à faire et droits à payer à cet effet.

Si l'occupation des terrains est nécessaire pour dépôt de matériaux ou autre besoin accessoire au chantier, la localisation et la remise en état de ces terrains incombent aux entreprises. Les redevances à payer pour décharges publiques ou privées, tous les frais généralement quelconques, directement ou indirectement et plus généralement nécessaire à l'exécution de leurs travaux leur incombent également.

4. 4.2 - Documents d'exécution et de chantier

Le dossier d'exécution du projet, défini sans détails complémentaires de construction, comprend un ensemble de plans et de pièces écrites qui ont pour but de définir les solutions architecturales et techniques contractuelles de l'exécution des travaux formant le projet.

A la suite de discussions et mises au point éventuelles résultant de l'acceptation des procédés de construction et de réalisation de l'entreprise désignée, ces plans et pièces écrites seront mis au point par le Maître d'oeuvre avec la collaboration de l'entreprise et constitueront le dossier des pièces contractuelles visées à l'article 1. Les plans d'exécution des ouvrages et d'atelier seront fournis par les entreprises.

4. 4.3 - Obligations des entreprises

L'entrepreneur de gros œuvre réservera à sa charge tous les percements nécessaires à la fixation des ouvrages des corps d'état secondaires, et à leurs passages, sauf indication contraire du C.C.T.P.-T.C.E.

Les entreprises de second œuvre devront tous scellements et raccords pour parachèvement des travaux. Les entreprises des corps d'état secondaires devront fournir à l'entreprise de gros-œuvre toutes prescriptions nécessaires pour percements et réservations de passages. Les percements, trous, etc., non signalés, ou prévus après coup seront à la charge des corps d'état intéressés.

Les entreprises sont tenues d'assurer les conditions normales contractuelles d'exécution des travaux afin de respecter les délais prévus au présent document, notamment du fait des conditions climatiques et atmosphériques.

Au cas où les dispositions prises serviraient à plusieurs entreprises, les frais en résultant seront répartis par l'entreprise entre les diverses entreprises intéressées, par l'intermédiaire du compte prorata et pris en charge par elle-même sans qu'il en résulte pour le Maître d'ouvrage une augmentation du prix forfaitaire.

4. 4.4 - Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, peuvent être ordonnées soit la poursuite des travaux à ses frais et risques, soit la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

4. 5 - Propreté du chantier

Les entreprises sont responsables de la propreté du chantier et de la construction, ceci pendant la durée des travaux. Si au cours de la réception, la propreté de la construction est jugée irrecevable par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, ces derniers peuvent mettre les entreprises en demeure d'exécuter le nettoyage du chantier dans les 8 jours et ceci par lettre recommandée.

Ces 8 jours écoulés, et le nettoyage non exécuté, le Maître d'œuvre aura la possibilité de faire intervenir directement une entreprise de nettoyage et le montant des travaux effectués par cette entreprise sera retenu aux entreprises sur leur prochaine situation.

4. 6 - Marché des travaux

L'entrepreneur doit commencer les travaux à la date prescrite par l'ordre de service qui lui est donné, apporter dans leur réalisation la plus grande diligence, et suivre leur échelonnement et leur exécution dans les délais prévus.

Il est tenu :

- D'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle et/ou de celle de son représentant,
- D'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillage, engins et moyens de toute sorte suffisante, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans les délais prescrits. Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation du Maître d'œuvre, aucun ouvrier, aucune partie des matériaux approvisionnés.

Les entreprises ne pourront, en aucun cas, se prévaloir de disposer d'engins de levage insuffisants pour la manutention et la mise en place des éléments prévus sur les plans.

Au cas où, un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'ouvrage peut, sur proposition du Maître d'œuvre, mettre en demeure les entrepreneurs :

- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par eux sur le chantier, dans les ateliers ou dans leurs usines,
- D'affecter au chantier du matériel, des approvisionnements supplémentaires, en vue d'augmenter et de rattraper rapidement ledit retard.

4. 7 - Rendez-vous de chantier et de coordination S.P.S.

Les rendez-vous de chantier auront lieu une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le Maître d'œuvre.

Les rendez-vous de coordination S.P.S auront lieu aux jours et heures fixées par le Coordonnateur S.P.S. Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par les Maîtres d'ouvrage, d'œuvre et le Coordonnateur S.P.S.

Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier et à ceux extraordinaires provoqués par les maîtres d'ouvrage, d'œuvre ou d'y déléguer un représentant ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires aux agents des entreprises sur le chantier. La présence de l'entrepreneur étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité sans que mention du fait soit portée au compte rendu de chantier. En outre, il est fait application de pénalités. Les pénalités sont automatiquement appliquées à l'entrepreneur qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier ou extraordinaires prévus ci-dessus.

Un procès-verbal de rendez-vous de chantier, de rendez-vous de coordination et de rendez-vous extraordinaire est établi par le Maître d'œuvre et ou le Coordonnateur S.P.S. et adressé à l'entreprise après chaque rendez-vous. L'entreprise est tenue de réclamer au cas où elle ne l'aurait pas reçu. Dans l'attente du reçu du document, les entrepreneurs sont censés avoir pris note des observations, remarques et ordres débattus lors du rendez-vous de telle sorte qu'aucun retard n'intervienne à l'exécution des travaux par le seul fait d'un retard de transmission dudit document. Tous les destinataires sont informés qu'ils ont un délai de six (6) jours à dater de la réception du document pour faire éventuellement part de leur désaccord par écrit ou oralement lors du rendez-vous de chantier. Passé ce délai, le procès-verbal est considéré comme accepté sans réserve.

4. 8 - Contrôle

4. 8.1 - Qualité, façon et mise en œuvre des matériaux ou ensemble

La qualité, la façon, la mise en œuvre des matériaux doivent être conformes aux différentes stipulations contenues dans les différentes pièces, ainsi qu'aux ordres de service.

Elles doivent satisfaire aux normes françaises homologuées à la date de l'appel à concurrence et des cahiers de prescriptions techniques propres aux corps d'état intéressés.

Il est spécifié que la fourniture et la mise en œuvre des matériaux sont faites par l'entrepreneur, sous contrôle du Maître d'œuvre, chacun d'eux gardant sa propre responsabilité vis-à-vis du Maître d'ouvrage. Lorsque, au cours de la construction des bâtiments exécutés pour le compte du Maître d'ouvrage, l'entrepreneur proposera l'emploi de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels, il est prévu :

- De fournir la preuve que le procédé est compris parmi ceux qui ont fait l'objet de l'agrément provisoire ou définitif du CSTB,
- De tenir compte, lors de la mise en œuvre, des observations, réserves et prescriptions auxquelles peuvent être subordonnées les réalisations autorisées par la déclaration d'agrément.

L'emploi de fabrication ou de procédés de construction non traditionnels et non agréés par le CSTB reste subordonné à une autorisation spéciale écrite du Maître d'œuvre.

Si le Maître d'ouvrage, suivant stipulations particulières du marché, impose aux entrepreneurs de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles auprès de certains fournisseurs désignés par lui, et à des prix convenus d'avance, ces entreprises n'en devront pas moins s'assurer que ces matériaux, éléments ou ensembles répondent aux conditions de qualité prescrites. Dans ce cas, le CCAP et le marché de fournitures devront préciser les conditions de réception auxquelles l'entrepreneur devra en principe participer.

4. 8.2 - Contrôle et essais de matériaux

Chaque entreprise est tenue de fournir toute justification de provenance et de qualité des matériaux ainsi que tous les échantillons qui lui seraient demandés, en vue des essais prévus dans chaque cas particulier

par le devis descriptif. La fourniture de tous les échantillons qui lui seraient demandés en vue des essais obligatoires, ainsi que les frais de ces essais sont à la charge des entreprises.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prescrire en cours de travaux l'exécution d'essais complémentaires. Les frais de ces essais seront :

- À la charge du Maître d'ouvrage si leur résultat est favorable à l'entrepreneur
- à la charge de l'entrepreneur si le résultat lui est défavorable.

4. 8.3 - Contrôle en usine

Le Maître d'ouvrage a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières de chacune des entreprises et de leurs fournisseurs, pour les opérations de vérification et d'essais en matières premières avant usinage, de contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché.

Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des fournisseurs incombent à l'entreprise.

4. 8.4 - Matériaux refusés

En attendant leur enlèvement du chantier, les matériaux refusés doivent être mis en dépôt et signalés de manière apparente. Cette obligation s'impose également pour les fournitures refusées en atelier, usines ou carrière de chacune des entreprises.

4. 8.5 - Contrôle des travaux

Les documents d'exécution et de chantier établis par l'entreprise seront adressés au Maître d'œuvre, au bureau de contrôle avec la mention "provisoire".

Le bureau de contrôle examine ces documents en ce qui le concerne, demande toutes justifications éventuelles à l'entreprise et transmet ses observations au Maître d'œuvre, compte tenu du respect des documents contractuels. Le Maître d'œuvre donnera alors à l'entreprise son accord ou lui fera part de ses observations éventuelles, compte tenu du bureau de contrôle.

Lorsque ces plans ou documents ne donneront pas lieu à observation, l'entreprise les adressera avec la mention "bon pour exécution" au Maître d'œuvre, ainsi qu'au bureau de contrôle.

4. 9 - Réception - délai de garantie

4. 9.1 - Réception

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- Chaque entrepreneur avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre a à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux est achevé.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux

Les opérations de réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés
- L'inexécution éventuelle de certaines prestations, la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie
- Les malfaçons ou imperfections éventuelles

- Le repliement des installations de chantier
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé du titulaire et du Maître d'ouvrage.

4. 9.2 - Délai de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement auquel l'entreprise est tenue est fixé à douze (12) mois à compter de la réception. Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître d'ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G. par voie de notification écrite pour ceux relevés postérieurement à la réception.

Si pendant ce délai de garantie, les travaux qui se révèlent nécessaires n'ont pas été exécutés par l'entreprise dans le délai qui lui est imparti par le Maître d'ouvrage dans l'ordre de service les prescrivant ou à défaut dans un délai maximum de trois (3) mois, le Maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux, par toutes entreprises de son choix, aux frais, risques et périls de l'entreprise. Si à l'expiration du délai de garantie, l'entreprise n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncées dans les ordres de service, le délai de garantie peut être prolongé par décision du Maître de l'ouvrage, jusqu'à exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par l'entreprise ou qu'elle le soit d'office.

Cette décision notifiée à l'entreprise par lettre recommandée fera opposition à la libération de la caution prévue au présent marché.

4. 10 - Assurance et dispositions diverses

4. 10.1 - Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par :

- Un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

4. 10.2 - Contrôle technique

Un contrôle technique des travaux sera effectué par le bureau de contrôle choisi par le Maître d'ouvrage. Les entreprises titulaires d'un marché s'engagent à communiquer en temps utiles les études techniques (calculs, plans). Le contrôle portera sur tous les corps d'état.

4. 10.3 - Qualifications professionnelles

Les entreprises s'engagent à communiquer en temps utile une copie de leur carte professionnelle dite "O.P.Q.C.B", définissant le ou les corps d'états pour lesquels ils sont qualifiés.

4. 10.4 - Cotisations sociales

Les entreprises s'engagent à communiquer en temps utile les attestations certifiant que le paiement des cotisations aux organismes ci-dessous soit à jour, à la date de leur intervention sur le chantier :

- Contributions indirectes,
- Sécurité sociale,
- Caisse des congés payés du bâtiment et des travaux publics, etc...

4. 11 - Dossier des ouvrages exécutés

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, au plus tard, 15 jours après la réception, sera fourni au Maître d'ouvrage le dossier d'exécution des ouvrages exécutés. Ce dossier comprendra :

- Les plans des entrepreneurs,
- Les plans renseignés de tous les réseaux enterrés,
- Les schémas renseignés et mis à jour de toutes les installations, câbles et gaines apparents ou encastrés, avec légendes des symbolisations adoptées (peinture, marquage, étiquetage, etc...)
- Les schémas et notices de fonctionnement de toutes les installations à caractère mécanique, hydraulique, aéraulique ou électrique,
- Les dispositifs d'alarme, de sécurité et lutte contre l'incendie,
- Liste des matériaux utilisés, procédés d'entretien et produits de nettoyage recommandés par le fabricant,
- la collection des essais et certificats.

Une notice d'entretien et de fonctionnement sera fournie avec chaque appareil installé par l'entrepreneur concerné.

Les plans de recolement sont mis en conformité avec les travaux tels qu'ils ont été exécutés et non tels qu'ils étaient prévus.

Des exemplaires en version papier et numériques seront transmis au Maître d'œuvre, bureau de contrôle et CSPS.

CHAPITRE 5 : INSTALLATIONS ET DEPENSES COMMUNES

Les dépenses seront réparties, entre autres, conformément à la norme NF P 03-001.

Un justificatif de l'ensemble des factures comptabilisées dans ce compte prorata sera adressé au maître d'œuvre en fin de chantier.

Le règlement des décomptes définitifs de chaque entreprise ne sera assuré que sur quitus de la commission du compte prorata.

L'entreprise gestionnaire du compte prorata devra adresser une facture équivalente à 50 % du prorata estimé à l'ensemble des entreprises dès le démarrage du chantier, 25 % au troisième mois et le solde définitif en fin de chantier.

Seront répartis au compte prorata :

- Les consommations EAU - EDF - PTT.
- L'ensemble des frais de benne à gravois.
- Les frais de nettoyage du chantier dans le cas où les entreprises ne réaliseraient pas un entretien convenable.

- Les frais de nettoyage du chantier par une entreprise spécialisée avant la réception comme indiqué ci-dessus
- La mise en œuvre de fermeture provisoire du bâtiment par le lot COUVERTURE/BARDAGE par le biais de panneau de bardage au droit des fermetures

5. 1 - Installations de chantier

5. 1.1 - Plans d'installation de chantier

Document établi en concertation avec le Coordonnateur S.P.S. Les entreprises tiendront compte de ce plan de principe dans l'établissement de leur P.P.S.P.S.

5. 1.2 - Installation

Installation à la charge de l'entreprise du lot **Gros-œuvre-Démolition**.

Installation de chantier selon la proposition par le Coordonnateur de Sécurité dans le cadre du P. G. C. S. P. S. qui définira les points suivants :

- organisation des cheminements (piétons, véhicules, engins ...)
- matérialisation des mitoyens-implantation des zones de cantonnement
- implantation des zones d'approvisionnement, de stockage, de fabrication, de tri et d'évacuation des déchets de toute nature
- clôtures de chantier et balisages nécessaires
- passerelles et escaliers provisoires nécessaires avec protections pour passage des personnes étrangères au chantier pour accès aux bâtiments terminés et/ou existants
- installation des réseaux divers
- installation et raccordement aux différents réseaux des équipements
- fabrication et mise en place du panneau de chantier suivant maquette établie par le Maître d'œuvre
- installation et emprise des clôtures de chantier
- ensemble des systèmes et moyens d'accès pour approvisionnement afférents au type d'ouvrage à réaliser
- etc.

Le Maître d'ouvrage met à disposition des entreprises des locaux (sanitaires, salle à manger) qui sont équipés et alimentés en eau et en électricité. Les entreprises ont l'obligation de garder les lieux propres et réaliser tous les travaux nécessaires pour la remise en état des lieux en cas de dégradations. Les frais pour les réparations seront supportés par l'entreprise responsable de ces dégradations.

Clôture de chantier :

Les clôtures seront d'une hauteur de 2,00 m de hauteur au minimum, fixées entre elles de façon à être solidaire les unes des autres.

Entretiens et déplacements par les présents lots, suivant avancement et nécessité pendant toute la durée du chantier.

Panneau de chantier :

En application de l'article 31 du décret 61.1036 du 13 septembre 1961, fourniture et pose d'un panneau de chantier suivant modèle préparé par le Maître d'œuvre et comprenant :

- Le nom de l'opération et du Maître d'Ouvrage avec le logo - le nom de la Maîtrise d'œuvre avec le logo
- Les noms des entreprises attributaires (affichage obligatoire suivant décret 79.492 du 13 juin 1979)

- Les indications réglementaires du permis de construire suivant l'arrêté du 30 mai 1975
- Le nom de l'organisme de contrôle.
- Le nom de l'organisme chargé de la coordination SPS.
- Le nom des entreprises sous-traitantes

Composition du panneau :

- Poteaux et arcs-boutants madriers
- Fondation en béton pour tenue au vent de l'ensemble
- Panneaux contre-plaqué marine avec préparation peinture des fonds, lettres et logos.

Selon nécessité et demande formulée à l'entreprise désignée.

Branchements :

Le lot plomberie devra prévoir :

- 1 point d'eau au niveau du branchement sur le réseau existant équipé d'un compteur d'eau (en amont du branchement de chantier)

Le lot électricité devra prévoir :

- Branchement d'un coffret de chantier sur le réseau existant de la mairie, équipé d'un compteur électrique

5. 2 - Dépenses communes de chantier

Sont dues exclusivement par le lot du gros-œuvre les dépenses suivantes :

- l'installation des vestiaires
- l'installation des chaises et des tables dans le local préfabriqué
- les clôtures et la signalisation du chantier,
- la mise à disposition de bennes à gravats.
- fourniture et l'installation du panneau de chantier,
- fourniture et pose de moquette bouclée pour protéger le sol du local préfabriqué (enlèvement à la fin des travaux)

Sont à porter au titre des dépenses communes (compte prorata), les dépenses suivantes:

- les frais de consommation d'eau et d'électricité
- le coût de l'enlèvement des bennes à gravats, les rotations,
- les frais d'occupation de voiries, sauf si spécifique à l'intervention d'une seule entreprise,
- les frais de nettoyage des locaux prêtés pendant toute la durée des travaux et autant de fois que nécessaires (**au moins 1 fois par semaine**), ainsi que le nettoyage général en fin de chantier avant réception des travaux,
- les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé,
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers,
- les frais de gestion du compte prorata au taux maximal de 4 % du montant des dépenses.

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre procédera au règlement des dépenses communes correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs.

Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses en les répartissant à toutes les entreprises au prorata du montant de leurs travaux suivant les décomptes finals de leurs marchés. Dans cette

répartition, l'action du Maître d'Œuvre se limitera à jouer un rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

5. 3 - Etats des lieux

Le titulaire du lot gros œuvre devra prévoir un procès-verbal de constat d'état des lieux (des extérieurs conservés + murs et bâtiments mitoyens + voiries publiques à proximité + ouvrages et revêtements conservés, etc.) avant le démarrage des travaux.

Les locaux mis à disposition des entreprises (local préfabriqué, sanitaires) seront également vérifiés.

Ce procès-verbal sera dressé par un Huissier de Justice. Le constat d'état des lieux sera accompagné d'un reportage photos et/ou d'un film vidéo commenté.

Un état des lieux de ces mêmes endroits (voiries, murs mitoyen, locaux etc..) sera effectué après travaux, à l'issue duquel les entrepreneurs devront réparer, entièrement à leurs charges et à leurs frais, les dégradations éventuelles constatées, dans un délai de un mois maximum.

CHAPITRE 6 : COORDINATION DES TRAVAUX

6. 1 - Plans d'exécution des ouvrages (PEO)

Les entreprises doivent établir, d'après les plans et détails de principe du Maître d'œuvre ses propres dessins d'exécution, calepinage, épures, tracés, détails et joindre toutes justifications telles que notes de calcul et notices explicatives. En effet le maître d'œuvre n'ayant qu'une simple mission de base. Le tout sera soumis au visa du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle par l'entrepreneur au moins quinze (15) jours avant exécution de tous travaux concernés. Aucun ordre de service ne pourra être établi sans que le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage n'aient donné leur avis sur ces plans d'exécution. Toutes les modifications prescrites par le Maître d'œuvre feront l'objet de détails d'exécution et ne pourront diminuer en rien la responsabilité des entrepreneurs si celui-ci n'a pas présenté en temps utile des objections écrites et motivées.

Au cas où la remise tardive de ces documents, leur correction ou les compléments d'études que nécessiterait leur mise au point entraîneraient un retard dans l'exécution des travaux, les entrepreneurs en assumeraient l'entière responsabilité.

Les plans d'exécution des ouvrages réalisés, y compris toutes modifications acceptées par le Maître d'ouvrage en cours de travaux, revêtus du visa du Maître d'œuvre et de celui du bureau de contrôle, sont à fournir en 4 exemplaires au Maître d'ouvrage à la réception des travaux.

En cas de non-fourniture de ces documents, le Maître d'ouvrage pourra surseoir à la prononciation de la réception.

6. 2 - Plans d'atelier et de chantier (PAC)

Les plans d'atelier et de chantier (PAC) seront établis par chaque entreprise à partir de leurs propres plans d'exécution des ouvrages (PEO).

6. 3 - Coordination entre les entreprises

6. 3.1 - Coordination S.P.S.

Organisée et suivie par le Coordonnateur S.P.S

6.3.2 - Organisation collective - police de chantier - relation entre les diverses entreprises - compte prorata

L'entrepreneur auquel incombe la responsabilité de l'organisation matérielle et collective du chantier est l'entreprise titulaire du **LOT GROS ŒUVRE**. Cette entreprise est également chargée de faire les avances pour les frais à reporter au compte prorata.

Chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité, conformément au droit commun et aux articles 09 et 10 du C.C.A.G.

6.3.3 - Planning de livraison

En tout état de cause, la date d'achèvement des travaux sera celle de la réception sans réserve des travaux.

6.3.4 - Suivi du calendrier d'exécution

Les entrepreneurs seront tenus au respect le plus strict du calendrier d'exécution tel qu'il aura été adopté en réunion de chantier et en concertation avec le Coordonnateur S.P.S., ce qui implique notamment :

- Que les études pour les variantes proposées seront conduites avec diligence nécessaire pour fournir tous renseignements, faire prendre par le Maître d'œuvre toutes décisions en attente, de façon que ne soient retardés ni l'entrepreneur lui-même, ni les autres intervenants,
- Que l'entrepreneur mettra en route et achèvera chacune des catégories d'ouvrages aux dates prévues,
- Qu'il respecte à l'intérieur des délais partiels d'exécution le rythme moyen qui en découle normalement, afin de ne pas perturber celui des autres intervenants,
- Qu'il prendra à ses frais toutes dispositions utiles pour pallier toute cause de retard qui lui serait imputable,
- Qu'il devra fournir en temps opportun aux entreprises sous-traitantes tous les renseignements utiles pour la mise au point du calendrier des approvisionnements à fournir sur le site. Il sera tenu de respecter ledit calendrier en tant que partie intégrante du calendrier général d'exécution des travaux.

Si les travaux accusent à un moment quelconque un retard sur les prévisions du calendrier d'exécution, l'entrepreneur devra, dans les deux (2) jours de la constatation de ce retard, proposer un nouveau programme permettant, autant que possible, l'achèvement dans les délais prévus ; les conséquences des remaniements entraînés par l'adoption de ce nouveau programme seront supportées par l'entrepreneur. L'acceptation d'un nouveau programme ne s'inscrivant pas dans les délais contractuels ne soustraira pas l'entrepreneur de l'application des pénalités visées à l'article 3.3 ci avant et calculées en fonction du programme initial.

Le Maître d'œuvre se réserve la possibilité d'avancer ou de reculer en cours de travaux la position des délais partiels dans le temps pour tenir compte d'une vue plus précise des problèmes ou rattraper le retard d'une entreprise. Une telle décision ne pourra être prise qu'en réunion de coordination.

CHAPITRE 7 : RESILIATION DU MARCHÉ

7.1 - Conditions de résiliation

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Il est rappelé que dans le cadre d'un marché public, une entreprise ne peut renoncer de son propre chef à l'exécution d'un marché dès lors qu'il est notifié, sous peine de sanction.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une pénalité pour résiliation abusive de 10% du montant HT du marché du lot concerné.

7. 2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

CHAPITRE 8 : DEROGATIONS

L'article 3.3.1 déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux

L'article 3.1.2 déroge aux articles 19.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux

L'article 4.9.1 déroge à l'article 41 du CCAG-Travaux

L'article 4.11 déroge à l'article 40 du CCAG-Travaux